Avis de concession

Section I: Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

I.1) Nom et adresses

Nom officiel : Syndicat Mixte de Guzet			
Adresse postale : 1 rue de l'Hôtel Dieu			
Ville : Saint-Lizier	Code nuts : FRJ21	Code postal : 09190	Pays : France
Point de contact : http://www.marches-securises.fr			Téléphone : 05.61.66.72.71
Courriel : syndicat.guzet@couserans-pyrenees.fr			Fax :
Adresse internet			
Adresse du profil d'acheteur (URL) : http://www.marches-securises.fr			

I.3) Communication

☒ Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse ¹⁵ : (URL) : http://www.marches-securises.fr ☐ L'accès aux documents du marché est restreint. De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse suivante ¹⁵ :
Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues ☒ le ou les point(s) de contact susmentionné(s) ☐ autre adresse:
Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées ☒ par voie électronique via : http://www.marches-securises.fr ☐ au(x) point(s) de contact susmentionné(s) ☐ à l'adresse suivante:
☐ La communication électronique requiert l'utilisation d'outils et de dispositifs qui ne sont pas généralement disponibles. Un accès direct non restreint et complet à ces outils et dispositifs est possible gratuitement à l'adresse: (URL)

¹ répéter autant de fois que nécessaire

² le cas échéant

⁸ informations facultatives

¹⁵ indiquer ces informations ici ou, le cas échéant, dans l'invitation à présenter une offre

¹⁶ seulement pour les concessions de travaux

I.4) Type de pouvoir adjudicateur (dans le cas d'un avis public par un pouvoir adjudicateur)

- Ministère ou toute autre autorité nationale ou fédérale, y compris leurs subdivisions régionales ou locales
- Agence/office national(e) ou fédéral(e)
- Autorité régionale ou locale
- Agence/office régional(e) ou local(e)
- Organisme de droit public
- Institution/agence européenne ou organisation internationale
- Autre type:

I.5) Activité principale (dans le cas d'un avis public par un pouvoir adjudicateur)

- Service généraux des administrations publiques
- Défense
- Ordre et sécurité publics
- Environnement
- Affaires économiques et financières
- Santé
- Logement et équipements collectifs
- Protection sociale
- Loisirs, culture et religion
- Education
- Autre activité

Section II: Objet

II.1) Etendue du marché

II.1.1) Intitulé : Concession de service public pour l'exploitation du service des remontées mécaniques et la gestion du domaine skiable de la station de Guzet	Numéro de référence² : 2023-01
II.1.2) Code CPV principal : 92610000 Descripteur supplémentaire¹ 42418290	
II.1.3) Type de marché : ☐ Travaux ☒ Services	
II.1.4) Description succincte : Exploitation des remontées mécaniques et du domaine skiable de la station de Guzet	
II.1.5) Valeur totale estimée² Valeur hors TVA : 9.000.000 euros hors taxes Monnaie : euro	
II.1.6) Information sur les lots : Ce marché est divisé en lots ☐ oui ☒ non Il est possible de soumettre des offres pour ☐ tous les lots ☐ nombre maximal de lots: [] ☐ un seul lot ☐ Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: [] ☐ Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer des marchés combinant les lots ou groupes de lots suivants:	

II.2) Description¹

¹ répéter autant de fois que nécessaire

² le cas échéant

³ informations facultatives

¹⁵ indiquer ces informations ici ou, le cas échéant, dans l'invitation à présenter une offre

¹⁶ seulement pour les concessions de travaux

II.2.1) Intitule: ² Concession de service public pour l'exploitation du service des remontées mécaniques et la gestion du domaine skiable de la station de Guzet	Lot no: ²
II.2.1.1) Code(s) CPV additionnel(s) ² Code CPV principal: ¹ 92610000 Descripteur supplémentaire: ^{1 2} 42418290	
II.2.1.2) Lieu d'exécution Code NUTS ¹ : FR621 Ariège Lieu principal d'exécution : Station de Guzet	
II.2.1.3) Description des prestations : L'exploitation du service inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitation du service des remontées mécaniques et l'ensemble des installations ou équipements annexes compris dans le périmètre du contrat ; - L'entretien et les petites réparations courantes de l'ensembles des équipements mis à sa disposition (hors dispositions contractuelles particulières) ; - Les demandes formulées par la Collectivité pour obtenir le renouvellement et les réparations de chacun des équipements mis à sa dispositions (hors dispositions contractuelles particulières) ; - La mise en œuvre des mesures destinées à la sécurité des usagers et du personnel du service délégué ; - La gestion et l'entretien courant des pistes de ski alpin ; - La gestion et l'entretien courant de la piste multi-activités ; - La gestion et l'entretien courant des équipements de neige de culture ; - La gestion des parkings visiteurs en ce qui concerne l'organisation du stationnement et le déneigement. - Les prestations annexes ou complémentaires autorisées par la Collectivité, - La gestion de la navette entre les secteurs de Guzet 1400 et Prat Mataou. 	
II.2.1.4) Critères d'attribution La concession est attribuée sur la base des ☒ des critères énoncés dans les documents du marché ☐ critères décrits ci-dessous (<i>les critères d'attribution devront être donnés par ordre décroissant d'importance</i>) Critères: ¹	
II.2.1.5) Valeur estimée Valeur hors TVA : 9 000 000 euros hors taxes	
II.2.1.6) Durée de la concession ⁸ Durée en mois : 60	
II.2.1.7) Information sur les fonds de l'Union européenne Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne ☐ oui ☒ non Identification du projet:	
II.2.1.8) Informations complémentaires : Une visite de site facultative sera organisée le 23 février à 14h00. Le lieu de rendez-vous est fixé à la Station de Guzet devant la billetterie.	

¹ répéter autant de fois que nécessaire

² le cas échéant

⁸ informations facultatives

¹⁵ indiquer ces informations ici ou, le cas échéant, dans l'invitation à présenter une offre

¹⁶ seulement pour les concessions de travaux

Le montant indiqué aux points II.1.5. et II.2.1.5 est un montant estimatif renseigné pour les besoins de la publication et qui constitue une information donnée aux opérateurs sans toutefois lier le Syndicat Mixte de Guzet.

NB - Pour justifier de ses capacités et de ses aptitudes, le candidat, y compris s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités et les aptitudes d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Dans ce cas, le candidat apporte la preuve qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat.

Les candidats établis dans un État membre de l'Union Européenne autre que la France devront produire les certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) Conditions de participation

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

- 1- Lettre de candidature indiquant l'identité du candidat ou du mandataire du groupement qui précisera l'identité de chaque membre dudit groupement ;
- 2- Note de présentation du candidat : forme juridique, date de création, capital social, actionnaires ou associés principaux ;
- 3- En cas de groupement : habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- 4- Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ;
- 5- Déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, attestent :
 - qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévues aux articles L3123-1 à L3123-14 du Code de la commande publique ;
 - que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes fournis dans le cadre de la présente consultation sont exacts ;
- 6- Justificatif de l'inscription du candidat au registre du commerce et des sociétés (extrait K bis ou document d'effet équivalent) datant de moins de 3 mois ;
- 7- Attestation sur l'honneur, datée et signée, certifiant le respect par le candidat de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 et suivants du Code du travail ;
- 8- Certificats et déclarations fiscales et sociales, délivrés par les administrations et organismes compétents justifiant que le candidat ou que chaque membre du groupement candidat a satisfait à ses obligations sociales et fiscales.
- 9- Si le candidat est en procédure de sauvegarde, redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet (ou leurs équivalents pour les candidats étrangers non établis en France) ainsi qu'une note démontrant qu'il est en mesure d'exécuter le contrat de concession compte tenu des règles applicables en matière de poursuite des activités dans le cadre de ces situations

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exige(s):²

¹ répéter autant de fois que nécessaire

² le cas échéant

³ informations facultatives

¹⁵ indiquer ces informations ici ou, le cas échéant, dans l'invitation à présenter une offre

¹⁶ seulement pour les concessions de travaux

III.1.2) Capacité économique et financière

- 1- Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet de la présente délégation, réalisées au cours des trois dernières années ;
- 2- Les comptes de résultat et bilans des trois derniers exercices ;
- 3- Tout document complémentaire de nature à faire apparaître la capacité et la solidité financière du candidat. Les candidats qui ne seraient pas constitués depuis plus de trois ans pourront faire la preuve de leur capacité économique et financière par tout moyen.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exige(s): ²

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

- 1- Références du candidat dans le domaine d'activité faisant l'objet de la délégation, indiquant notamment l'autorité concédante, le montant et la date du contrat (date de prise d'effet et date d'échéance) ;
- 2- Moyens humains et techniques dont le candidat disposera pour l'exploitation du présent service délégué ;
- 3- Note de présentation générale du candidat et de son savoir-faire permettant d'apprécier son aptitude à assurer la continuité du service public ainsi que l'égalité des usagers devant celui-ci.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exige(s): ²

III.1.5) Informations sur les concessions réservées²

- La concession est réservée à des ateliers protégés et à des opérateurs économiques dont l'objet est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées
- L'exécution de la concession est réservée dans le cadre de programmes d'emplois protégés

III.2) Conditions liées à la concession²

III.2.1) Information relative à la profession (*seulement pour les concessions de services*)

- La prestation est réservée à une profession déterminée

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables:

III.2.2) Conditions d'exécution de la concession :

Les conditions d'exécution de la concession sont précisées dans le dossier de consultation, notamment règlement de la consultation, projet de contrat, et leurs annexes, librement disponibles sur le profil d'acheteur <http://www.marches-securises.fr>

III.2.3) Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession

Section IV: Procédure

IV.1) Description

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP) ¹⁶

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics oui non

¹ répéter autant de fois que nécessaire

² le cas échéant

³ informations facultatives

¹⁵ indiquer ces informations ici ou, le cas échéant, dans l'invitation à présenter une offre

¹⁶ seulement pour les concessions de travaux

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

Date: 27 MARS 2023 12:00

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation:
français ¹

Section VI: Renseignements complémentaires

VI.1) Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable oui non
Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis: ²

VI.2) Informations sur les échanges électroniques

- La commande en ligne sera utilisée
 La facturation en ligne sera acceptée
 Le paiement en ligne sera utilisé

VI.3) Informations complémentaires : ²

--

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Nom officiel: Tribunal Administratif de Toulouse

Adresse postale: 68, rue Raymond IV

Ville: Toulouse

Code postal: 31000

Pays: France

Courrier électronique (courriel): greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Téléphone: 05 62 73 57 57

Adresse Internet (URL): <http://rennes.tribunal-administratif.fr/>

Fax: 05 62 73 57 40

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation²

Nom officiel:

Adresse postale:

Ville:

Code postal:

Pays: France

Courrier électronique (courriel):

Téléphone:

Adresse Internet (URL):

Fax:

VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

¹ répéter autant de fois que nécessaire

² le cas échéant

³ informations facultatives

¹⁵ indiquer ces informations ici ou, le cas échéant, dans l'invitation à présenter une offre

¹⁶ seulement pour les concessions de travaux

La procédure peut être contestée par la voie d'un référé précontractuel en vertu de l'article L. 551-1 du Code de justice administrative pendant le délai courant de la publication du présent avis jusqu'à la date de signature du contrat.

Le contrat signé peut être contesté par la voie d'un référé contractuel en vertu de l'article L. 551-13 du Code de justice administrative, dans les 31 jours qui suivent la publication d'un avis d'attribution, ou en l'absence d'un tel avis, dans les 6 mois qui suivent la conclusion du contrat. Ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du référé précontractuel dès lors que l'autorité concédante aura respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 du Code de justice administrative et se sera conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

Le contrat signé peut également être contesté par la voie d'un recours en contestation de sa validité qui pourra être déposé pendant les deux mois qui suivront la publication par l'autorité concédante de l'avis d'attribution de la délégation.

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours² :

Nom officiel: Tribunal Administratif de Toulouse

Adresse postale: 68, rue Raymond IV

Ville: Toulouse

Code postal: 31000

Pays: France

Courrier électronique (courriel): greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Téléphone: 05 62 73 57 57

Adresse Internet (URL): <http://rennes.tribunal-administratif.fr/>

Fax: 05 62 73 57 40

VI.5) Date d'envoi du présent avis: 10/02/2023 *l'entité adjudicatrice de garantir le respect du droit de l'Union européenne et de la législation applicable.*

¹ répéter autant de fois que nécessaire

² le cas échéant

³ informations facultatives

¹⁵ indiquer ces informations ici ou, le cas échéant, dans l'invitation à présenter une offre

¹⁶ seulement pour les concessions de travaux